



Déclaration liminaire CAPL3 mouvement C au 1^{er} janvier 2011

Cette fin d'année 2010 est marquée par une généralisation des plans de rigueurs dans l'ensemble des pays Européens. Aux baisses des salaires et des prestations sociales s'ajoutent des hausses d'impôts et de taxes pour les particuliers et toujours des réductions pour les entreprises et les plus fortunés. Ce sont les Banques et les politiques libérales qui conduisent les pays à la faillite et c'est toujours au peuple que l'on présente la note. Les mobilisations qui se développent partout en Europe comme en Irlande au Portugal ou en Grèce sont autant de mobilisations nécessaires pour exiger une autre politique qui tourne le dos à ces dogmes libéraux qui font tant de dégâts économiques sociaux et environnementaux.

En France, malgré le passage en Force de N Sarkozy pour sa réforme des retraites, les salariés ne sont ni abattus ni résignés. Les derniers sondages montrent que les Français sont toujours majoritairement opposés aux reculs d'âge et que la confiance envers les syndicats s'est renforcée. Les fonctionnaires sont particulièrement visés par cette réforme. Hausse des cotisations de 2,7% qui équivaut à la perte d'un jour de salaire par mois qui s'ajoute au gel des traitements pour 2011 et probablement les 2 années suivantes. Remise en cause du minimum garanti pour les petites retraites et suppression du CPA (Cessation Progressive d'Activité) . La majorité gouvernementale a même osé supprimer toute rémunération pour le mois de départ en retraite. On mesure avec cet arsenal de décisions, la volonté acharnée gouvernementale de s'en prendre particulièrement au statut de la fonction publique.

En 2010, 2.565 postes ont été supprimés à la DGFIP. Pour 2011, ce sont plus de 2.700 emplois qui vont être supprimés. Dans le Val de Marne ce sont respectivement 21 et 35 postes de catégorie C dans la filière fiscale. C'est dans ce contexte difficile que paraît le projet de mouvement complémentaire de mutations C au 01/01/2011.

Ces suppressions sont totalement inacceptables parce qu'elles détériorent les conditions de travail, remettent en cause l'exercice de l'ensemble des missions dans les services et l'accès pour tous à un service public de qualité.

Concernant ce mouvement, la direction générale indique un taux de satisfaction de 19,1 %.

Les représentants des personnels de la CGT Finances Publiques considèrent que ce projet est catastrophique

Ce mouvement en lien avec la situation des effectifs est donc loin d'être satisfaisant.

L'administration persiste à ne pas pourvoir les postes implantés. Le solde d'emplois est négatif de 353,5 agents (106,1 en province et 247,4 en Ile de France).

Au vu de la situation catastrophique de l'emploi dans les directions, l'administration aurait dû aller beaucoup plus loin dans son recrutement.

Une fois encore elle a fait le choix d'anticiper les suppressions d'emplois à venir.

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt des suppressions d'emplois et de pourvoir les postes à hauteur des besoins des services.

Concernant ce mouvement C au 01-01-2011 dans le Val de Marne nous constatons de nouveau un déficit d'emplois important soit :

SIP : -13.8 (Villejuif : - 4.1, Boissy : -2, Choisy : -2)

SIE : -7.8 EDRA : -7

A Créteil 12 agents sont affectés dans les services CHORUS (SFACT, CSP) alors que les postes ne sont toujours pas implantés au 01-01-2011.

La CGT constate les effets dévastateurs des manques d'effectifs sur les conditions de travail des agents : des choix dans l'exercice des missions doivent se faire, certaines jugées non prioritaires sont abandonnées, nous ne travaillons que dans l'urgence.

De plus, les usagers sont pénalisés puisque nous sommes de moins en moins en capacité d'assurer un accueil régulier de qualité. Au vu des effectifs de janvier 2011, les conditions d'exercice des missions continueront à se dégrader.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile que les représentants des personnels de la CGT interviendront durant la CAPL, comme ils le font chaque année, pour tous les agents qui leur ont confié leur demande, non seulement en évoquant leur situation personnelle mais aussi en les resituant dans un contexte où l'emploi est au cœur du problème.